

LA CONTRE-RÉVOLUTION...

Je ne connais pas M. Dalle, dont on me dit qu'il serait un ami de l'actuel président la République, mais j'ai pu, comme tout un chacun, le voir et l'entendre éruer sur les écrans de télévision.

A première vue, c'est, en plus trivial, une sorte de Paul Raynaud (1) dont on n'a pas oublié le célèbre et jubilatoire: «*Fini la semaine des deux dimanches*».

Mais revenons au sieur Dalle et à sa prestation télévisée. Ce jour-là, peut-être n'était-ce qu'une impression, il semblait sortir d'un bon repas (pas d'un «*restau du cœur*»).

Alors, semble-t-il, *in vino veritas*... Nous avons eu droit à la vérité de ce petit-bourgeois déchaîné, digne émule de ceux qui, il y a un peu plus d'un siècle, firent fusiller plus de 30.000 des nôtres.

Selon Vichy et Paul Raynaud réunis (*Travail, Famille, Patrie*), la défaite militaire de 1940 était due... aux congés payés et à la semaine de 40 heures! Pour le «*vieux Maréchal*», pas question, bien entendu, de mettre en cause les responsabilités de la bourgeoisie française (cléricale, boulangiste et autre antidreyfusarde) qui s'était, sur le plan des investissements, laissée (au moins depuis Bismarck) distancer par la bourgeoisie allemande.

De plus, s'agissant d'une défaite militaire, notre état-major, dont Pétain était un des plus beaux fleurons et qui, de surcroît, nourrissait une secrète admiration pour le 3^{ème} Reich qui avait su si bien mater la classe ouvrière allemande, était, lui aussi, au-dessus de tout soupçon.

Le pelé, le galeux, d'où venait tout le mal, ne pouvait être que la classe ouvrière coupable de n'avoir pas mis assez d'ardeur à enrichir les capitalistes.

Dans ces conditions, il était bien normal qu'en écoutant M. Dalle, dans un premier temps, je me sois cru revenu 45 ans en arrière. Eh bien ce n'était qu'une première impression totalement fautive... C'est que les Edmond Maire, Delors et autres Dalle, ainsi que leurs complices, autrement dit, tous les apôtres de l'idéologie de la pauvreté (pour les autres!) veulent non pas de nous voir revenir 45 ans en arrière, mais bel et bien au moins un siècle. C'est-à-dire aux temps bénis de la «*flexibilité totale*» où les travailleurs n'étaient protégés par aucun «*Code du travail*», par aucune «*convention collective*». A une époque où, non seulement le travail de nuit des femmes était parfaitement légal, mais où on pouvait, pour un salaire de famine, envoyer les gosses de huit ans (pendant 12 heures par jour) travailler «*à la mine*» ou «*à la fabrique*».

Certes, le cynisme et la vulgarité de l'ami de François Mitterrand lèvent le cœur, mais reconnaissons-lui au moins le mérite de la franchise. Ce qui, soit dit en passant, semble vouloir faire mentir l'adage selon lequel «*qui s'assemble se ressemble*».

M. Dalle n'est pas seul de son espèce, et ils sont nombreux ceux qui au nom des exigences de la «*compétitivité*» ou de la «*logique industrielle*» se disposent à s'installer dans les «*sinécures de Vichy*» qu'ils devraient, pourtant, savoir provisoires!

Selon tous ces bons apôtres, il «*faudrait savoir s'adapter*», «*renoncer à la langue de bois*», «*ne pas être un archéo*», mais «*résolument moderne*», c'est-à-dire accepter l'allongement de la durée du travail (en même temps que le partage du travail), la diminution du pouvoir d'achat, la remise en cause de tous les acquis de plus d'un siècle d'action syndicale et, en ce moment même, le démantèlement de notre système de protection sociale au sujet duquel ils ont la bonté de nous convier à des États généraux gouvernementaux, précédés, il est vrai, npar la manifestation du 23 mai où, à l'appel de Pommatau et d'Edmond Maire, on voulait nous faire défiler derrière Jospin et quelques autres autres avec comme seul mot d'ordre: «*La Sécurité sociale... pas sans nous!*», ce qui peut en bonne logique se traduire par: «*Messieurs les gouvernants (de droite ou de gauche), vous pouvez démanteler la Sécurité sociale mais... pas sans nous!*».

Et voilà comment ceux d'entre nous (les nantis!) qui disposent encore d'un emploi sont invités à sacrifier leurs

intérêts sur l'autel de la patrie, de la bourse et de la banque réunies, institutions (patrie comprise) dont chacun sait qu'elles sont éminemment philanthropiques!

Quant aux autres... les «*exclus*», ils n'ont qu'à se résigner: ils auront le droit, leur vie durant, aux petits boulots à 2.000fr. par mois sans protection sociale et sans même bénéficier des quelques garanties qui subsistent encore dans ce qui fut notre *Code du travail*.

Voilà ce que la bourgeoisie, ses valets et ses hommes de main offrent comme perspectives à nos enfants et nos petits-enfants.

Alors camarades, que faire?

Je sais qu'aujourd'hui, le mot révolution est plutôt dévalué. La mode serait plutôt à la contre-révolution et dans notre pays, les bourgeois eux-mêmes jettent par-dessus bord leur propre révolution qu'ils laissent qualifier de «*génocide français*».

Personnellement, et quoiqu'on ait dit ça et là, je n'ai jamais été particulièrement sensible aux charmes vénéneux du romantisme, fut-il révolutionnaire, mais si la phrase gauche prétendument révolutionnaire m'irrite, en revanche je pense avoir à peu près saisi comment s'enclenche un processus révolutionnaire.

Il arrive forcément un moment où trop c'est trop... un moment où les moutons ne veulent plus se laisser conduire à l'abattoir... alors, ils deviennent enragés.

Vive les moutons enragés!

Alexandre HÉBERT.

(1) Paul Raynaud: ancien président du Conseil sous la 3ème République, surtout célèbre pour sa hargne à l'égard de la classe ouvrière.